

Jean-Michel Blanquer, ministre « rétro »

Le Monde
SAMEDI 16 SEPTEMBRE 2017

En s'exprimant régulièrement dans les médias, le ministre s'adresse plus aux parents qu'aux enseignants

ANALYSE

La rentrée scolaire était-elle menacée par la notion grammaticale de « prédicat » ou par le rythme d'apprentissage des « quatre opérations » ? La question, ironique, fuse dans les cercles d'enseignants. Après avoir joué au chamboule-tout avec les réformes des rythmes scolaires et du collège, sans leur laisser véritablement le temps de la mise en œuvre, Jean-Michel Blanquer croit bon de s'atteler au chantier, au moins aussi sensible, des contenus d'enseignement. Un dossier, là aussi, à peine clos : c'est en septembre 2015 que de nouveaux programmes sont entrés en vigueur en maternelle ; en 2016 à l'école élémentaire et au collège.

Officiellement, il ne s'agit que de les revoir « à la marge », promet le ministre de l'éducation. « Il n'est pas question de modifier la loi et les textes des programmes brusquement, a-t-il expliqué dans *L'Express* du 13 septembre, mais cela ne veut pas dire que les programmes ne doivent pas évoluer. » Une façon « insécurisante » et « imprécise » d'embrasser le dossier, estiment la plupart des porte-parole du monde enseignant ; de « dire tout et son contraire » en faisant fi, au passage, des attributions du Conseil supérieur des programmes, installé par la gauche, et de son président, le géographe Michel Lussault, bête noire des « antipédagos », que l'on dit sur le départ devant un pareil déni de légitimité.

Pour les enseignants, le message est brouillé : voilà un ministre qui, tout en se défendant des « effets de zigzags », tout en plaçant la « confiance » et la liberté d'initiative, se laisse aller, au fil de ses prises de

parole médiatiques, à donner le « la » sur à peu près tous les sujets. « Il se vit en capitaine de vaisseau, qui pense que sa parole injonctive, accompagnée de quelques décrets, arrêtés ou circulaires, peut suffire », s'énervent les syndicats – même ceux qui, il y a quatre mois, ont plutôt bien accueilli la nomination de l'ancien recteur et directeur général de l'enseignement scolaire, saluant dans ce choix pas seulement un « technocrate » mais aussi un « spécialiste ».

« Stratégie »

Une certitude aujourd'hui : ce n'est pas à la communauté éducative que M. Blanquer s'adresse pour inaugurer sa première rentrée, mais au grand public – une « certaine frange, et pas la mieux informée », dit-on sur le terrain –, qui semble de plus en plus sensible aux discours déclinistes sur l'école alimentés par les conservateurs de tous poils. Des parents d'élève abreuvés de rapports alarmants sur le « niveau », inquiets du « nivellement par le bas » imputé à la politique éducative de la gauche et chez qui la petite formule de la journaliste (et directrice de la rédaction de *Causeur*) Elisabeth Lévy rencontre un écho : « Blanquer, c'est l'anti-Najat. Et tant mieux ! »

C'est bien à l'opinion que M. Blanquer entend donner des gages, en misant sur les « symboles d'une mémoire collective un peu rétro », analyse l'historien Claude Lelièvre. « Les quatre opérations, le débat sur les méthodes de lecture, la chronologie en littérature ou en histoire... il ne lui reste plus qu'à s'emparer du calcul mental, et on aura fait le tour ! », ironise-t-il. Une vision conservatrice de l'école ? « Une stratégie, répond l'historien. Jean-Michel Blanquer sait très bien ce qu'il fait. Il ne met pas n'importe

Jean-Michel Blanquer (2^e à g.), en visite dans une école de La Réunion, le 18 août.

RICHARD BOUHET/AFP



quels sujets en scène, mais seulement ceux qui lui permettent de raviver la gloire prétendument perdue de l'école communale, le souvenir fantasmé de ce qu'elle était sous la III^e République. »

Ne prend-il pas le risque de se mettre à dos les enseignants ? C'est déjà en partie le cas, semble-t-il. Ceux-ci n'ont pas encore eu le temps de s'acclimater à la « logique curriculaire » promue dans les nouveaux programmes, ces cycles de trois ans censés donner plus de progressivité aux apprentissages,

que les voilà à devoir guetter des « ajustements » soufflés par voie de presse. Sans débat ni concertation.

« Ses partis pris interrogent »

« Je m'insurge contre cette fausse bienveillance qui consiste à vouloir retarder sans arrêt les apprentissages », affirme le ministre dans son interview à *L'Express*. « L'une de mes grandes convictions est qu'il est primordial de développer une mémoire de travail très tôt », y explique-t-il, sans jamais faire référence aux débats d'ex-

perts. La posture ne cesse d'étonner les acteurs de l'école. « Il s'érige en expert mais d'une certaine recherche, de certaines pratiques, s'agace Francette Popineau, du SNUipp-FSU. Ses parti pris interrogent les collègues, surtout quand ils en font la découverte par voie de presse. » Le ton ne passe pas non plus. « En laissant entendre qu'il suffirait, pour sortir les élèves de l'ornière, de revenir au b.a.-ba, quel message véhicule-t-il sur l'école, sinon qu'on y fait n'importe quoi ? Qu'elle est déconnectée des con-

naissances scientifiques dont lui seul aurait la clé ? interroge Claire Krepper, du SE-UNSA. C'est extrêmement mal vécu par les professeurs, à commencer par les plus investis dans le métier. »

« Le maître mot pour avancer est la confiance. Mais il ne suffit pas de la décréter du haut d'une tribune pour la construire et surtout la recevoir en retour », glisse ce fin connaisseur du système, qui redoute de voir resurgir un « fonctionnement pyramidal et injonctif ». ■

MATTEA BATTAGLIA